

Bakounine Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles

F. M., 16.07.12

[La victoire perverse de Marx et ses alliés]

[Face aux interdits de Marx, la tolérance et la solidarité des bakouninistes]

[Les motivations de Marx et de son groupe pour s'emparer de l'Internationale]

[La préparation d'une campagne par Marx et les siens]

[La tactique actuelle et la vision socio-économique future de Marx selon Bakounine]

[Lacunes de l'analyse socio-historique de Marx]

[La Commune de Paris et son apport]

À la Rédaction de *La Liberté*, ce 8 octobre 1872. Zürich.

Messieurs les Rédacteurs,

Après avoir publié la sentence d'excommunication que le Congrès marxien de la Haye vient de prononcer contre moi, vous trouverez juste, n'est-ce pas, de publier ma réponse. La voici.

[La victoire perverse de Marx et ses alliés]

Le triomphe de M. Marx et des siens a été complet. Certains d'une majorité qu'ils avaient longuement préparée et organisée avec beaucoup d'habileté et de soin, sinon avec beaucoup de respect pour ces principes de la Morale, de la Vérité et de la Justice qu'on retrouve si souvent dans leurs discours et si rarement dans leurs actes, les marxien ont levé le masque, et, comme il convient à des hommes amoureux de pouvoir, toujours au nom de cette souveraineté du peuple qui, désormais, servira de marchepied à tous les prétendants au gouvernement des masses, ils ont audacieusement décrété l'esclavage du peuple de l'Internationale.

Si l'Internationale était moins vivace, si elle n'était fondée, comme ils se l'imaginent, que sur l'organisation de centres directeurs, et non sur la solidarité réelle des intérêts et des aspirations effectives du prolétariat de tous les pays du monde civilisé, sur la fédéralisation spontanée et libre des sections et des fédérations ouvrières, indépendamment de toute tutelle gouvernementale, les décrets de ce néfaste Congrès de La Haye, incarnation par trop complaisante et fidèle des théories et de la pratique marxiennes, eussent suffi pour la tuer. Ils eussent rendu à la fois ridicule et odieuse cette magnifique association, à la fondation de laquelle, j'aime à le constater, M. Marx avait pris une part aussi intelligente qu'énergique³.

Un État, un gouvernement, une dictature universelle! Le rêve des Grégoire VII, des Boniface VIII, des Charles-Quint et des Napoléon, se reproduisant sous des formes nouvelles, mais toujours avec les mêmes prétentions, dans le camp de la démocratie socialiste! Peut-on s'imaginer quelque chose de plus burlesque, mais aussi de plus révoltant?

Prétendre qu'un groupe d'individus, même les plus intelligents et les mieux intentionnés, seront capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique, qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que M. Marx a pu la concevoir?

Les papes ont eu au moins pour excuse la vérité absolue qu'ils disaient tenir en leurs mains de par la grâce du Saint-Esprit et en laquelle ils étaient censés de croire. M. Marx n'a point cette excuse, et je ne lui ferai pas l'injure de penser qu'il s' imagine avoir scientifiquement inventé quelque chose qui approche de la vérité absolue. Mais du moment que l'absolu n'existe pas, il ne peut y avoir pour l'Internationale de dogme infaillible, ni par conséquent de théorie politique ou économique officielle, et nos congrès ne doivent jamais prétendre au rôle de conciles œcuméniques proclamant des principes obligatoires pour tous les adhérents et croyants.

Il n'existe qu'une seule loi réellement obligatoire pour tous les membres, individus, sections et fédérations de l'Internationale, dont cette loi constitue la vraie, l'unique base. C'est, dans toute son extension, dans toutes ses applications, LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES MÉTIERS ET DE TOUS LES PAYS DANS LEUR LUTTE ÉCONOMIQUE CONTRE LES EXPLOITEURS DU TRAVAIL. C'est dans l'organisation réelle de cette solidarité, par l'action spontanée des masses ouvrières et par la fédération absolument libre, et qui sera d'autant plus puissante qu'elle sera libre, des masses ouvrières de toutes les langues et de toutes les nations, et non dans leur unification par décrets sous la baguette d'un gouvernement quelconque, que réside uniquement l'unité réelle et vivante de l'Internationale.

Que de cette organisation de plus en plus large de la solidarité militante du prolétariat contre l'exploitation bourgeoise doive sortir et surgisse en effet la lutte politique du prolétariat contre la bourgeoisie, qui peut en douter? Les marxistes et nous, nous sommes unanimes sur ce point. Mais immédiatement se présente la question qui nous sépare si profondément des marxistes.

Nous pensons que la politique, nécessairement révolutionnaire, du prolétariat, doit avoir pour objet immédiat et unique la destruction des États. Nous ne comprenons pas qu'on puisse parler de la solidarité internationale lorsqu'on veut conserver les États, - à moins qu'on ne rêve l'État universel, c'est-à-dire l'esclavage universel, comme les grands empereurs et les papes - l'État par sa nature même étant une rupture de cette solidarité et par conséquent une cause permanente de guerre. Nous ne concevons pas non plus qu'on puisse parler de la liberté

³ Bakounine ne ternit jamais les qualités de Marx, dans ses articles et dans ses lettres (Note de F. M.).

du prolétariat ou de la délivrance réelle des masses dans l'État et par l'État. État veut dire domination, et toute domination suppose l'assujettissement des masses et par conséquent leur exploitation au profit d'une minorité gouvernante quelconque.

Nous n'admettons pas, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires; parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et que, lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction. Telle est notre croyance, ce n'est pas ici le moment de la développer.

Les marxistes professent des idées toutes contraires. Ils sont les adorateurs du pouvoir de l'État, et nécessairement aussi les prophètes de la discipline politique et sociale, les champions de l'ordre établi de haut en bas, toujours au nom du suffrage universel et de la souveraineté des masses, auxquelles on réserve le bonheur et l'honneur d'obéir à des chefs, à des maîtres élus. Les marxistes n'admettent point d'autre émancipation que celle qu'ils attendent de leur État soi-disant populaire (*Volksstaat*). Ils sont si peu les ennemis du patriotisme que leur Internationale même porte trop souvent les couleurs du pangermanisme. Il existe entre la politique bismarckienne et la politique marxiste une différence sans doute très sensible, mais entre les marxistes et nous il y a un abîme. Eux, ils sont les gouvernementaux, nous les anarchistes quand même.

Telles sont les deux tendances politiques principales qui séparent aujourd'hui l'Internationale en deux camps. D'un côté il n'y a à proprement parler que la seule Allemagne, de l'autre, il y a, à des degrés différents, l'Italie, l'Espagne, le Jura suisse, une grande partie de la France, la Belgique, la Hollande et dans un avenir très prochain les peuples slaves. Ces deux tendances se sont heurtées au Congrès de La Haye, et, grâce à la grande habileté de M. Marx, grâce à l'organisation tout à fait artificielle de son dernier Congrès, la tendance germanique a vaincu.

Est-ce à dire que la terrible question ait été résolue? Elle n'a pas même été proprement discutée; la majorité ayant voté comme un régiment bien dressé, elle a écrasé toute discussion sous son vote. La contradiction existe donc plus vive et plus menaçante que jamais, et M. Marx lui-même, malgré tous les enivrements du triomphe, ne s'imagine sans doute pas qu'il puisse en être quitte à si bon marché. Et si même il a pu concevoir un moment une si folle espérance, la protestation solidaire des délégués jurassiens, espagnols, belges et hollandais (sans parler de l'Italie qui n'a pas même daigné envoyer ses délégués à ce Congrès trop ostensiblement falsifié), cette protestation si modérée dans la forme, mais d'autant plus énergique et significative dans le fond, a dû vite le désabuser⁴.

Cette protestation elle-même n'est évidemment qu'un très faible avant-coureur de l'opposition formidable qui va éclater dans tous les pays vraiment pénétrés du principe et de la passion de la révolution sociale. Et tout cet orage aura été soulevé par la préoccupation si malheureuse des marxistes de faire de la question politique une base, un principe obligatoire de l'Internationale.

En effet, entre les deux tendances ci-dessus indiquées, aucune conciliation aujourd'hui n'est possible. Seule la pratique de la révolution sociale, de grandes expériences historiques nouvelles, la logique des événements pourront les ramener tôt ou tard à une solution commune; et, fortement convaincus de la bonté de notre principe, nous espérons qu'alors les

⁴ Un texte court qui finit par *Nous répudions hautement tout rapport avec le soi-disant conseil fédéral et universel de Londres ou toute autre organisation semblable, étrangère à l'Internationale* (Note de F. M.).

Allemands eux-mêmes - les travailleurs de l'Allemagne et non leurs chefs - finiront par se joindre à nous pour démolir ces prisons des peuples qu'on appelle les États et pour condamner la politique, qui n'est en effet rien que l'art de dominer et de tondre les masses.

[Face aux interdits de Marx, la tolérance et la solidarité des bakouninistes]

Mais aujourd'hui que faire? Aujourd'hui la solution et la conciliation sur le terrain politique étant impossibles, il faut se tolérer mutuellement et en laissant à chaque pays le droit incontestable de suivre les tendances politiques qui lui plairont davantage ou qui lui paraîtront le mieux adaptées à sa situation particulière. Rejetant par conséquent toutes les questions politiques du programme obligatoire de l'Internationale, il faut chercher l'unité de cette grande association uniquement sur le terrain de la solidarité économique. Cette solidarité nous unit, tandis que les questions politiques fatalement nous séparent.

Il est certain que ni les Italiens, ni les Espagnols, ni les Jurassiens, ni les Français, ni les Belges, ni les Hollandais, ni les peuples slaves, ces ennemis historiques du pangermanisme, ni même le prolétariat de l'Angleterre et de l'Amérique, ne se soumettront jamais aux tendances politiques qu'impose aujourd'hui au prolétariat de l'Allemagne l'ambition de ses chefs. Mais en supposant même que, par suite de cette désobéissance, le nouveau Conseil général frappe d'interdiction tous ces pays et qu'un nouveau concile œcuménique des marxistes les excommunie et les déclare rejetés du sein de l'Internationale, la solidarité économique qui existe nécessairement, naturellement et de fait entre le prolétariat de tous ces pays et celui de l'Allemagne en sera-t-elle diminuée? Que les ouvriers de l'Allemagne fassent une grève, qu'ils se révoltent contre la tyrannie économique de leurs patrons, ou qu'ils se révoltent contre la tyrannie politique d'un gouvernement qui est le protecteur naturel des capitalistes et autres exploités du travail populaire, le prolétariat de tous ces pays excommuniés par les marxistes restera-t-il les bras croisés, spectateur indifférent de cette lutte? Non, il leur donnera tout son pauvre argent et, qui plus est, il donnera tout son pauvre sang à ses frères de l'Allemagne, sans leur demander préalablement quel sera le système politique dans lequel ils croiront devoir chercher leur délivrance.

Voilà donc où se trouve la véritable unité de l'Internationale: elle est dans les aspirations communes et dans le mouvement spontané des masses populaires de tous les pays, et non dans un gouvernement quelconque, ni dans une théorie politique uniforme, imposée par un Congrès général à ces masses. C'est tellement évident, qu'il faut être bien aveuglé par la passion du pouvoir pour ne point le comprendre.

Je conçois à la rigueur que les despotes couronnés ou non couronnés aient pu rêver le sceptre du monde; mais que dire d'un ami du prolétariat, d'un révolutionnaire qui prétend vouloir sérieusement l'émancipation des masses et qui, en se posant en directeur et en arbitre suprême de tous les mouvements révolutionnaires qui peuvent éclater dans différents pays, ose rêver l'assujettissement du prolétariat de tous ces pays à une pensée unique, éclore dans son propre cerveau !

Je pense que M. Marx est un révolutionnaire très sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses; et je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle, collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays comme on dirige une machine, que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et pour fausser tous les mouvements populaires? Quel est l'homme, quel est le groupe d'individus, si grand que soit leur génie, qui oseraient se flatter de pouvoir seulement embrasser et comprendre l'infinie multitude d'intérêts, de tendances et d'actions si diverses dans chaque pays, dans chaque province, dans chaque

localité, dans chaque métier, et dont l'ensemble immense, uni mais non uniformisé par une grande aspiration commune et par quelques principes fondamentaux qui sont passés désormais dans la conscience des masses, constituera la future révolution sociale?

Et que penser d'un congrès international qui, dans l'intérêt soi-disant de cette révolution, impose au prolétariat de tout le monde civilisé un gouvernement investi de pouvoirs dictatoriaux, avec le droit inquisitorial et pontifical de suspendre des fédérations régionales, d'interdire des nations entières au nom d'un principe soi-disant officiel et qui n'est autre que la propre pensée de M. Marx, transformée par le vote d'une majorité factice en une vérité absolue? Que penser d'un congrès qui, pour rendre sans doute sa folie plus ostensible encore, relègue en Amérique ce gouvernement dictatorial, après l'avoir composé d'hommes probablement très honnêtes, mais obscurs, suffisamment ignorants et absolument inconnus à lui-même? Nos ennemis les bourgeois auraient donc raison lorsqu'ils se moquent de nos congrès et lorsqu'ils prétendent que l'Association internationale des travailleurs ne combat les vieilles tyrannies que pour en établir une nouvelle, et que, pour remplacer dignement les absurdités existantes, elle veut en créer une autre!

Pour l'honneur et pour le salut même de l'Internationale, ne devons-nous pas, par conséquent, nous empresser de proclamer bien haut que ce malencontreux Congrès de La Haye, loin d'avoir été l'expression des aspirations de tout le prolétariat de l'Europe, n'a été en effet, malgré toutes les apparences de régularité dont on a voulu l'entourer, rien que le triste produit du mensonge, de l'intrigue et d'un abus révoltant de la confiance et de l'autorité qu'on avait malheureusement trop longtemps accordées au défunt Conseil général? Ce fut en réalité, non un congrès de l'Internationale, mais celui du Conseil général, dont les membres marxistes et blanquistes, formant à peu près le tiers du nombre total des délégués en traînant à leur suite, d'un côté, le bataillon bien discipliné des Allemands, et, de l'autre, quelques Français fourvoyés, étaient arrivés à La Haye non pour y discuter les conditions sérieuses de l'émancipation du prolétariat, mais pour établir leur domination dans l'Internationale.

M. Marx, plus habile et plus fin que ses alliés blanquistes, les a joués, comme auparavant M. de Bismarck avait joué les diplomates de l'empire et de la République française. Les blanquistes s'étaient évidemment rendus au Congrès de La Haye avec l'espoir, sans doute entretenu dans leur esprit par M. Marx lui-même, de pouvoir s'assurer de la direction du mouvement socialiste en France au moyen du Conseil général, dont ils se promettaient bien de rester les membres très influents. M. Marx n'aime point à partager le pouvoir, mais il est plus que probable qu'il avait fait des promesses positives à ses collègues français, sans le concours desquels il n'aurait point eu la majorité au Congrès de La Haye. Mais après s'être servi d'eux, il les a poliment éconduits, et, conformément à un plan arrêté d'avance entre lui et ses véritables intimes, les Allemands de l'Amérique et de l'Allemagne, il a relégué le Conseil général à New York, laissant ses amis d'hier, les blanquistes, dans la situation fort désagréable de conspirateurs victimes de leur propre conspiration. Deux échecs pareils, se suivant à si court intervalle, ne font pas beaucoup d'honneur à l'esprit français.

[Les motivations de Marx et de son groupe pour s'emparer de l'Internationale]

Mais on se demande: M. Marx ne se serait-il pas découronné lui-même en envoyant promener le gouvernement de l'Internationale à New-York? Pas du tout. Nul ne lui fera l'injure de supposer qu'il ait pris ce gouvernement-là au sérieux ni qu'il ait voulu remettre entre des mains inexpérimentées et débiles les destinées de l'Internationale, dont il se considère lui-même en quelque sorte comme le père et un peu trop comme le maître. Son ambition peut le pousser à lui faire beaucoup de mal, il est vrai, mais il ne peut en vouloir la destruction; et ne serait-ce pas une cause de destruction certaine que ces pouvoirs dictatoriaux accordés à des hommes incapables? Comment résoudre cette difficulté?

Elle se résout très simplement pour ceux qui savent ou devinent qu'à l'ombre du gouvernement officiel, apparent, de New-York, on vient d'établir le gouvernement anonyme des soi-disant agents absolument irresponsables, obscurs, mais d'autant plus puissants, de ce gouvernement, en Europe, ou, pour parler clairement le pouvoir occulte et réel de M. Marx et des siens. Tout le secret de l'intrigue de La Haye est là. Il explique l'attitude à la fois triomphante et tranquille de M. Marx, qui croit tenir désormais toute l'Internationale dans sa manche; et, à moins que ce ne soit une très grande illusion de sa part, il a bien raison de se réjouir, car, en goûtant en secret les plaisirs divins du pouvoir, il pourra en rejeter tous les inconvénients et l'odieux sur ce malheureux Conseil général de New-York.

Pour se convaincre que telle est en réalité l'espérance, la pensée de M. Marx, on n'a qu'à lire avec un peu d'attention un des numéros de septembre du *Volksstaat*, l'organe principal du Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands, et qui comme tel reçoit les inspirations directes de M. Marx. Dans un article semi officiel, on raconte, avec une naïveté et une gaucherie tout allemandes, toutes les raisons qui ont poussé le dictateur de ce parti et ses amis les plus intimes à transporter le gouvernement de l'Internationale de Londres à New-York⁵. Il y a eu principalement pour l'accomplissement de ce coup d'État deux motifs.

Le premier était l'impossibilité de s'entendre avec les blanquistes. Si M. Marx est pénétré de la tête aux pieds de l'instinct pangermanique qui a pris un si grand développement en Allemagne depuis les conquêtes de M. de Bismarck, les blanquistes sont avant tout des patriotes français. Ignorants et dédaigneux de l'Allemagne, comme il convient à de véritables Français, ils pouvaient bien en abandonner le gouvernement absolu à M. Marx, mais pour rien au monde ils ne lui auraient concédé celui de la France, qu'ils réservent naturellement pour eux-mêmes. Et c'est précisément cette dictature en France que M. Marx, en vrai Allemand qu'il est, convoite plus que toute autre chose, beaucoup plus même que la dictature en Allemagne.

Les Allemands auront beau remporter des succès matériels ou même politiques sur la France, moralement, socialement ils se sentiront toujours inférieurs. Ce sentiment invincible d'infériorité est la source éternelle de toutes les jalousies, de toutes les animosités, mais aussi de toutes les convoitises brutales ou masquées qu'excite en eux ce seul nom de la France. Un Allemand ne se croit pas assez recommandé au monde tant que sa réputation, sa gloire, son nom n'ont pas été acceptés par la France. Être reconnu par l'opinion publique de cette nation et surtout par celle de Paris, telle a été de tout temps la pensée ardente et secrète de tous les Allemands illustres. Et gouverner la France, et par la France l'opinion du monde entier, quelle gloire et surtout quelle puissance!

M. Marx est un Allemand par trop intelligent, mais aussi par trop vaniteux et par trop ambitieux, pour ne l'avoir pas compris. Aussi n'y a-t-il point de coquetterie dont il n'ait usé pour se faire accepter par l'opinion révolutionnaire et socialiste de la France. Il paraît qu'il y a réussi en partie, puisque les blanquistes, poussés d'ailleurs par leur propre ambition qui leur faisait rechercher l'alliance de ce prétendant à la dictature dans l'Internationale, s'y sont laissé prendre d'abord; grâce à sa protection toute-puissante, ils étaient devenus eux-mêmes des membres du Conseil général de Londres.

Dans le commencement cet accord a dû être parfait, car, autoritaires et amoureux du pouvoir les uns et les autres, ils étaient unis par leur haine commune contre nous autres, les adversaires irréconciliables de tout pouvoir et de tout gouvernement et, par conséquent, aussi

⁵ Une longue citation en allemand du *Volksstaat*, 28.09.1872, détachent trois motifs. Marx et Engels étaient trop pris par *leurs travaux scientifiques* pour continuer à s'occuper du conseil général. Laisser le conseil général aux blanquistes conspirateurs et phraseurs n'avait pas de sens. Enfin, Marx s'était attiré l'antipathie des syndicalistes anglais en les traitant de vendus aux gouvernants. D'après la traduction italienne de ce texte *Bacunin, Opere Complete*, III, p.181 (Note de F. M.).

de celui qu'ils se proposaient d'établir dans l'Internationale. Et tout de même leur alliance ne pouvait être de longue durée, car M. Marx ne voulant point partager son pouvoir, et eux ne pouvant lui concéder la dictature de la France, il était impossible qu'ils restassent longtemps amis. C'est ainsi qu'avant même le Congrès de La Haye, alors que toutes les apparences de l'amitié la plus tendre existaient encore entre eux, M. Marx et ses intimes avaient décidé l'expulsion des blanquistes du Conseil général. Le *Volksstaat* l'avoue rondement, et il ajoute que, puisqu'il était impossible de les en éloigner tant que le Conseil général resterait à Londres, on avait décidé la translation de ce dernier en Amérique.

L'autre raison, également avouée par le *Volksstaat*, c'est l'insubordination désormais manifeste des ouvriers d'Angleterre. Voilà un aveu qui a dû être pénible à M. Marx, car c'est celui d'un très grand échec. En dehors de sa science économique, incontestablement très sérieuse, très profonde, et à côté de son talent également remarquable et incontestable d'intrigant politique, M. Marx, pour magnétiser et pour dominer ses compatriotes, a eu toujours deux cordes à son arc, l'une française, l'autre anglaise: la première consistant dans l'imitation assez malheureuse de l'esprit français, l'autre dans une affectation bien mieux réussie de la raison pratique des Anglais. M. Marx a passé plus de vingt ans à Londres au milieu des travailleurs anglais, et, comme il arrive presque toujours aux Allemands qui, honteux dans le secret de leur cœur de leur propre pays, adoptent et exagèrent d'une façon assez maladroite les coutumes et le langage du pays qu'ils habitent, M. Marx aime à se montrer souvent plus Anglais que les Anglais eux-mêmes. Je m'empresse d'ajouter qu'ayant appliqué pendant tant d'années sa remarquable intelligence à l'étude des faits économiques de l'Angleterre, il a acquis une connaissance très détaillée et très approfondie des rapports économiques du travail et du capital dans ce pays. Tous ses écrits en font foi, et, si l'on fait abstraction d'un certain jargon hégélien dont il n'a pas pu se défaire, on trouvera que, sous le prétexte spécieux que tous les autres pays, étant plus arriérés au point de vue de la grande production capitaliste, le sont nécessairement aussi à celui de la révolution sociale, M. Marx n'a en vue principalement que les faits anglais. On dirait un Anglais parlant exclusivement à des Anglais.

Cela ne constitue pas, sans doute, un très grand mérite au point de vue de l'internationalité, mais au moins pouvait-on en conclure que M. Marx devait exercer une influence aussi légitime que salutaire sur les ouvriers d'Angleterre; et, en effet, une intimité très sérieuse et une grande confiance mutuelle paraissent avoir existé pendant beaucoup d'années entre lui et bon nombre d'ouvriers anglais remarquablement actifs, ce qui faisait croire à tout le monde qu'il jouissait, en général, d'une autorité considérable en Angleterre, et cela ne pouvait manquer d'augmenter son prestige sur le continent. On attendait donc avec autant d'impatience que de confiance, dans toute l'Internationale, le moment où, grâce à sa propagande énergique et intelligente, le million de travailleurs qui forment aujourd'hui l'association formidable des *Trade Unions* passeraient avec armes et bagages dans notre camp.

Cette espérance est sur le point de se réaliser, au moins en partie. Déjà une Fédération anglaise, formellement adhérente à l'Internationale, vient de se former. Mais, chose étrange! le premier acte de cette Fédération, ç'a été de rompre ouvertement tout rapport de solidarité avec M. Marx; et si l'on juge d'après ce qu'en trahit le *Volksstaat*, et surtout d'après les paroles amères, les injures que M. Marx, au Congrès de La Haye, a imprudemment lancées à la face des travailleurs anglais⁶, on arrive à cette conclusion que le prolétariat de la Grande-Bretagne décidément se refuse de ployer son cou sous le joug du dictateur socialiste de l'Allemagne. Avoir courtoisé un peuple pendant plus de vingt ans pour arriver à un pareil résultat! Avoir chanté sur tous les tons les louanges des travailleurs anglais, les avoir

⁶ Voir la note 4 (Note de F. M.).

recommandés comme des modèles à l'imitation du prolétariat de tous les autres pays, puis se voir forcé tout d'un coup de les maudire et de les déclarer vendus à toutes les réactions! Quelle mésaventure et quelle chute, non pour les ouvriers anglais, mais pour M. Marx!

Une chute, d'ailleurs, parfaitement méritée. M. Marx avait trop longtemps mystifié les membres anglais du Conseil général. Profitant en partie de leur ignorance des affaires du continent, et en partie aussi de leur indifférence si regrettable pour ces affaires, pendant beaucoup d'années il avait réussi à leur faire accepter tout ce qu'il avait voulu. Il paraît avoir existé entre M. Marx et ces membres anglais une sorte d'accord tacite, conformément auquel M. Marx ne devait pas s'ingérer dans les questions proprement anglaises, ou ne devait s'en mêler qu'autant que cela leur plairait; par contre, ils lui abandonnaient toute la direction de l'Internationale sur le continent, qui les intéressait fort peu. Pour l'honneur de ces citoyens, il faut supposer qu'ils avaient eu la plus grande confiance dans la loyauté et dans la justice de M. Marx.

On sait aujourd'hui à quel point M. Marx avait abusé de cette confiance. On sait que toutes les affaires de l'Internationale, ou plutôt que toutes les intrigues qu'on avait fomentées en menées, dans notre grande association, au nom du Conseil général, ont été combinées et dirigées par un cercle intime de M. Marx, composé presque exclusivement d'Allemands, et qui remplissait en quelque sorte les fonctions d'un comité exécutif: ce comité savait tout, décidait tout, faisait tout. Les autres membres, formant la grande majorité du Conseil général, par contre, ignoraient absolument tout. On poussa la complaisance envers eux jusqu'à leur épargner la peine de signer leurs noms sur les circulaires du Conseil général; on les y mettait pour eux, de sorte que, jusqu'au dernier moment, ils n'eurent pas même la moindre idée de toutes les abominations dont on les a rendus responsables à leur insu.

On conçoit quel parti devaient tirer d'une situation aussi favorable des hommes comme M. Marx et ses amis, politiciens trop habiles pour s'arrêter devant aucuns scrupules. Il n'est pas besoin de dire, je pense, quel fut le but de la grande intrigue. C'était l'établissement de la dictature révolutionnaire de M. Marx en Europe, au moyen de l'Internationale. Alberoni ⁷ nouveau, M. Marx s'est senti l'audace suffisante pour concevoir et pour réaliser une telle pensée. Quant aux moyens d'exécution, je dois observer qu'il en a parlé avec une légèreté et un dédain peu sincères dans son dernier discours d'Amsterdam. Il est vrai, comme il l'a dit, que pour soumettre le monde il n'a à sa disposition ni armées, ni finances, ni chaussettes, ni canons Krupp. Mais, par contre, il a un remarquable génie d'intrigue et une résolution qui ne s'arrête devant aucune vilénie; il a en outre à son service un nombreux corps d'agents, hiérarchiquement organisés et agissant en secret sous ses ordres directs; une sorte de franc-maçonnerie socialiste et littéraire dans laquelle ses compatriotes, les juifs allemands et autres, occupent une place considérable et déploient un zèle digne d'une meilleure cause. Il a eu enfin le grand nom de l'Internationale, qui exerce une puissance si magique sur le prolétariat de tous les pays, et dont, pendant trop longtemps, il lui a été permis de se servir pour réaliser ses projets ambitieux.

[La préparation d'une campagne par Marx et les siens]

C'est depuis 1869, mais surtout depuis 1871, que M. Marx est entré en campagne. Jusqu'au Congrès de Bâle (septembre 1869), il avait su masquer ses projets. Mais les résolutions de ce Congrès ⁸ ayant excité sa colère et ses craintes, il ordonna à tous ses féaux une attaque générale et furieuse contre ceux qu'il commença désormais à haïr comme des adversaires irréconciliables de son principe et de sa dictature. Le feu s'ouvrit successivement

⁷ Le cardinal Giulio Alberoni (1664-1752), ministre de Philippe V, chercha à assurer à l'Espagne une position dominante en Europe, mais ayant échoué, il fut exilé.

⁸ La discussion sur le droit d'héritage qui eut lieu, en dépit du refus du conseil général (Note de F. M.).

contre mes amis et moi, mais surtout contre moi, d'abord à Paris, ensuite à Leipzig et à New-York, enfin à Genève. Au lieu de boulets, les artilleurs marxistes nous jetèrent de la boue. Ce fut un déluge de calomnies stupides et immondes⁹.

[La préparation d'une campagne par Marx et les siens]

Déjà au printemps 1870 je savais, M. Outine (un petit juif russe¹⁰ qui par toutes sortes de vilénies s'efforce de se faire une position dans cette pauvre Internationale de Genève) l'ayant raconté à qui voulait l'entendre, que M. Marx lui avait écrit une lettre confidentielle dans laquelle il lui recommandait de recueillir contre moi tous les faits, c'est-à-dire tous les contes, toutes les accusations, aussi odieuses que possible, avec des apparences de preuves, en ajoutant que si ces apparences étaient plausibles on s'en servirait contre moi au prochain Congrès. C'est dès lors qu'on commença à forger la fameuse calomnie, fondée sur mes rapports passés avec le malheureux Netchaïev, rapports dont il m'est encore défendu de parler¹¹, et dont les marxistes de la commission d'enquête viennent de se servir pour dicter au Congrès marxiste de La Haye l'arrêt, tout préparé d'avance, de mon expulsion.

Pour donner la mesure de la bonne foi des agents et des journaux marxistes, qu'il me soit permis de raconter une autre anecdote. Je suis tellement habitué à me savoir systématiquement et régulièrement diffamé dans presque chaque numéro du *Volksstaat*, qu'ordinairement je ne me donne pas même la peine de lire les sottises qu'il débite contre moi. Par exception, mes amis m'en ont montré une dont je crois utile de faire mention ici, d'autant plus qu'elle me paraît très propre à faire ressortir la loyauté et la véracité de M. Marx. Le respectable journal de Leipzig, organe officiel du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne, paraît s'être donné pour mission de prouver que je ne suis rien de moins qu'un agent à la solde du gouvernement russe. Il a publié dans ce but les faits les plus *inouïs*, par exemple, comme *encore* mon défunt compatriote Alexandre Herzen et moi, nous recevions tous les deux des subsides considérables d'un comité panslaviste établi à Moscou sous la direction immédiate du gouvernement de Saint-Pétersbourg et qu'après la mort de Herzen j'ai eu l'avantage de voir doubler ma pension¹². On conçoit que contre des faits aussi triomphants je n'aie eu rien à répondre. Dans le numéro [71] du [4 septembre 1872] du *Volksstaat*, on raconte l'anecdote suivante: En 1848, Bakounine se trouvant à Breslau, où les démocrates allemands avaient commis la sottise de l'accepter avec pleine confiance, ne s'apercevant pas qu'il faisait de la propagande panslaviste, un journal de Cologne, *Le Neue Rheinische Zeitung*, rédigé par MM. Marx et Engels, publia une correspondance de Paris dans laquelle on écrivait que Mme George Sand s'était exprimée d'une manière fort inquiétante sur le compte de Bakounine, disant qu'il fallait y prendre garde, qu'on ne savait pas ce qu'il était ni ce qu'il voulait, qu'il était en un mot un personnage fort équivoque, etc., etc. Le *Volksstaat* ajoute que jamais Bakounine n'avait répondu à une accusation si directe, qu'au contraire il s'était éclipsé et notamment qu'il s'était réfugié en Russie après la publication de cette correspondance, et

⁹ La commission chargée d'enquêter sur Bakounine au Congrès de La Haye *ne lui fait certainement pas honneur [...] il eût été à la rigueur compréhensible que Bakounine soit exclu pour des raisons politiques [...] mais vouloir le perdre de réputation pour des raisons de divergences d'opinion, une telle attitude était inexcusable; c'est Marx malheureusement qui en porte la responsabilité.* Mehring Franz *Karl Marx, histoire de sa vie*, Paris, éditions sociales, 1983, p. 542 (Note de F. M.).

¹⁰ L'informateur de Marx rentra plus tard en Russie et devint membre de l'Okhrana, la police secrète tsariste. Marx montra peu de flair! (Note de F. M.).

¹¹ Netchaïev était susceptible d'être extradé de Suisse en Russie, ce qui eut lieu. Voir la lettre que Bakounine lui envoya en juin 1870 pour démasquer ses embrouillaminis pseudo révolutionnaires (http://www.fondation-besnard.org/article.php?id_article=1373) (Note de F. M.).

¹² Accusation infondée, conséquence du jésuitisme de Netchaïev (Note de F. M.).

qu'il n'avait reparu qu'en 1849 en Allemagne pour prendre part, sans doute comme agent provocateur, au mouvement insurrectionnel de Dresde ¹³.

Maintenant voici les faits dans leur vérité. MM. Marx et Engels avaient réellement publié cette correspondance de Paris contre moi, ce qui prouve seulement que déjà alors ils étaient animés d'une amitié bien tendre pour moi et de ce même esprit de loyauté et de justice qui les distingue aujourd'hui. Je ne crois pas nécessaire de raconter ici les faits qui m'avaient attiré alors cette marque de bienveillance; mais voici ce que je crois devoir ajouter, le *Volksstaat* ayant oublié ou négligé de le dire: En 1848, j'étais plus jeune, plus impressionnable, et par conséquent beaucoup moins endurant et indifférent que je ne le suis aujourd'hui; et, à peine eus-je lu cette correspondance parisienne du journal de MM. Marx et Engels, que je me hâtai d'écrire une lettre à Mme George Sand, qui était alors beaucoup plus révolutionnaire qu'elle ne paraît l'être maintenant, et pour laquelle j'avais professé une admiration très sincère et très vive. Cette lettre, dans laquelle je lui demandais l'explication des propos qu'on lui attribuait sur mon compte, lui fut remise par mon ami Adolphe Reichel, aujourd'hui directeur de musique à Berne. Mme Sand me répondit par une lettre charmante, m'exprimant la plus loyale amitié. En même temps elle adressa à MM. Marx et Engels une lettre énergique leur demandant avec indignation compte de l'abus qu'ils avaient osé faire de son nom pour calomnier son ami Bakounine, pour lequel elle avait autant d'amitié que d'estime. De mon côté j'avais prié un ami, le Polonais Koscielski, qui pour ses propres affaires se rendait à Cologne, d'exiger en mon nom de MM. les rédacteurs de *La Nouvelle Gazette Rhénane* ou bien une rétractation publique, ou bien une satisfaction les armes à la main. Sous cette double pression, ces messieurs se montrèrent fort coulants, fort aimables. Ils publièrent la lettre que leur avait adressée Mme Sand, - une lettre fort désagréable pour leur amour-propre, - et ils y ajoutèrent quelques lignes dans lesquelles ils exprimaient leur regret qu'on eût inséré, *en leur absence*, dans leur journal, une correspondance insensée dirigée contre l'honneur de leur ami Bakounine», pour lequel eux aussi avaient le cœur plein d'affection et d'estime. On conçoit qu'après une déclaration pareille, - que le *Volksstaat* peut retrouver dans un des numéros de juillet ou d'août de *La Nouvelle Gazette Rhénane* de 1848 aussi bien que dans le souvenir de MM. Marx et Engels, qui certes ne commettront pas la maladresse de la renier, - je n'aie plus eu besoin de réclamer d'eux aucune autre satisfaction. Quant à ma prétendue disparition en Russie, ces messieurs savent mieux que personne que je n'ai quitté l'Allemagne qu'en 1850, alors qu'après un an de résidence forcée dans la forteresse de Kœnigstein, on me transporta enchaîné à Prague, puis à Olmütz, d'où en 1851 j'ai été transporté, enchaîné toujours, à Saint-Pétersbourg.

J'éprouve un véritable dégoût en me voyant forcé de raconter toutes ces histoires. Je le fais aujourd'hui pour la première et pour la dernière fois, afin de montrer au public quelle sorte de gens je suis condamné à combattre. Leur acharnement contre moi, qui ne les ai jamais personnellement attaqués, qui n'ai même jamais parlé d'eux et qui me suis systématiquement abstenu même de répondre à leurs agressions immondes, cette persistance haineuse avec laquelle, depuis ma fuite de la Sibérie, en 1861, ils s'efforcent de me calomnier et de me diffamer dans toutes leurs correspondances intimes et dans tous leurs journaux, constituent à mes yeux un phénomène si étrange qu'aujourd'hui même je ne suis pas encore parvenu à le comprendre. Ce qu'ils font contre moi n'est pas seulement odieux, dégoûtant, c'est bête. Comment ces messieurs n'ont-ils pas compris qu'en m'attaquant avec cet acharnement incroyable, ils ont fait beaucoup plus pour ma gloire que je n'ai pu faire moi-même; car tous les contes révoltants qu'ils répandent avec cette haine passionnée contre moi, dans toutes les parties du monde, tomberont naturellement sous le poids de leur propre absurdité, mais mon nom restera, et à ce nom, qu'ils auront si puissamment contribué à faire connaître au monde,

¹³ *Volksstaat*, 4 septembre 1872 (Note de F. M. d'après Lehning).

demeurera rattachée la gloire réelle, légitime, d'avoir été l'adversaire impitoyable et irréconciliable, non de leurs personnes dont je m'occupe fort peu, mais de leurs théories autoritaires et de leur ridicule et odieuse prétention à la dictature du monde. Si j'étais donc un glorieux, un vaniteux, un ambitieux, loin de leur en vouloir pour toutes ces attaques, j'aurais dû leur en savoir un gré infini, car, en s'efforçant de me dénigrer, ils ont fait ce qu'il n'a jamais été dans mes intentions ni dans mes goûts de faire: ils m'ont posé.

En mars 1870, toujours au nom du Conseil général et avec la signature de tous ses membres, M. Marx a lancé contre moi une circulaire diffamatoire, rédigée en français et en allemand et adressée aux Fédérations régionales ¹⁴. Je n'ai eu connaissance de cette circulaire qu'il y a six mois ou sept mois à peine, à l'occasion du dernier procès de MM. Liebknecht et Bebel, dans lequel elle a figuré et a été publiquement lue comme pièce d'accusation contre eux. Dans ce memorandum dirigé, à ce qu'il paraît, exclusivement contre moi et dont j'ignore même encore aujourd'hui les détails, M. Marx recommande entre autres choses à ses intimes le *travail souterrain* dans l'Internationale; puis il se tourne contre moi et, parmi beaucoup d'autres aménités, il lance contre moi l'accusation d'avoir fondé dans l'Internationale, et avec le but évident de la détruire, une société secrète pernicieuse nommée l'Alliance. Mais ce qui m'a semblé le comble du ridicule; c'est que, pendant que je restais tout tranquillement à Locarno, très loin de toutes les sections de l'Internationale, M. Marx m'accusait de mener une terrible intrigue, - voyez comme on se trompe quelquefois en jugeant les hommes par soi-même - une intrigue ayant pour but de transférer le Conseil général de Londres en Suisse, avec l'intention évidente d'y asseoir ma dictature. La circulaire finit par une démonstration très savante et tout à fait victorieuse de la nécessité qu'il y avait - et qui n'existe plus aujourd'hui, paraît-il - de maintenir le Conseil général à Londres, cette ville ayant paru, jusqu'au Congrès de La Haye, à M. Marx être le centre naturel, la vraie capitale du commerce mondial. Il semble qu'elle cessé de l'être depuis que les ouvriers anglais se sont révoltés contre M. Marx, ou plutôt depuis qu'ils ont deviné ses aspirations à la dictature et qu'ils ont eu connaissance des moyens par trop habiles dont il a fait usage pour la conquérir.

[La tactique actuelle et la vision socio-économique future de Marx selon Bakounine]

Mais c'est à partir de septembre 1871, époque de la fameuse Conférence de Londres, qu'a commencé la guerre décisive, ouverte, contre nous; ouverte autant que, de la part d'hommes aussi gouvernementaux et prudents que M. Marx et ses adeptes, elle pouvait l'être.

La catastrophe de la France semble avoir réveillé dans le cœur de M. Marx de fortes espérances, en même temps que les triomphes de M. de Bismarck - que dans une lettre semi-officielle ¹⁵ que j'ai sous les yeux, M. Engels, l'alter ego et l'ami le plus intime de M. Marx, présente comme un serviteur très utile de la révolution sociale - ont éveillé en lui une très grande jalousie. Comme Allemand il en a été naturellement fier, comme démocrate socialiste il s'en est consolé avec M. Engels par la pensée qu'à la fin des comptes ce triomphe de la monarchie prussienne devait tourner tôt ou tard à celui du grand État républicain et populaire dont il est le patron; mais comme individu il a été cruellement mortifié de voir un autre que lui faire autant de bruit et monter si haut.

J'en appelle au souvenir de tous ceux qui ont eu l'occasion d'entendre et de voir les Allemands pendant les années 1870 et 1871. Pour peu qu'ils se soient donné un peu de peine à démêler le fond de leur pensée à travers les contradictions d'un langage équivoque, ils diront avec moi qu'à très peu d'exceptions près, non seulement chez les radicaux, mais dans l'immense majorité des démocrates socialistes eux-mêmes, à côté du chagrin très réel qu'ils éprouvaient en voyant une république succomber sous les coups d'un despote, il y a eu une

¹⁴ 28 mars 1870 (Note de F. M. d'après Lehning).

¹⁵ Une lettre à Cafiero, d'après Lehning (Note de F. M.).

satisfaction générale en présence de la France tombée si bas et de l'Allemagne montée si haut. Même chez ceux d'entre eux qui luttèrent le plus courageusement contre ce courant patriotique qui avait envahi toute l'Allemagne, même chez MM. Bebel et Liebknecht qui avaient payé et qui paient encore de leur liberté leurs protestations énergiques contre la barbarie prussienne, au nom des droits de la France, on a pu remarquer les traces indubitables de ce triomphe national. Par exemple, je me souviens d'avoir lu dans un des numéros de septembre 1870 du *Volksstaat* la phrase suivante, dont, n'ayant pas le numéro sous mes yeux, je ne puis maintenant reproduire le texte précis, mais dont le sens m'avait trop vivement frappé pour que j'aie pu en oublier le sens et le ton général: « Maintenant - disait-on, - que, par suite de la défaite de la France, *l'initiative du mouvement socialiste est passée de la France en Allemagne*, de grands devoirs nous incombent ¹⁶. »

Dans ces mots se retrouve toute la pensée, toute l'espérance, toute l'ambition des marxistes. Ils croient sérieusement que le triomphe militaire et politique obtenu dernièrement par les Allemands sur la France marque le commencement d'une grande époque dans l'histoire, à partir de laquelle l'Allemagne est appelée à jouer sous tous les rapports le premier rôle dans le monde, sans doute pour le salut du monde lui-même. La France et tous les peuples latins *ont été*, les Slaves *ne sont pas encore*, et d'ailleurs ils sont trop barbares pour devenir quelque chose par eux-mêmes, sans l'aide de l'Allemagne; l'Allemagne seule, aujourd'hui, *est*. De tout cela il résulte chez les Allemands un triple sentiment. Vis-à-vis des peuples latins, « *jadis intelligents et puissants, mais aujourd'hui tombés en décadence* », ils ressentent une sorte de respect miséricordieux, mêlé d'indulgence; ils sont polis, ou plutôt ils tâchent d'être polis avec eux, car la politesse n'est ni dans les habitudes ni dans la nature des Allemands. Vis-à-vis des Slaves ils affectent le mépris, mais dans ce mépris il y a beaucoup de crainte; leur sentiment réel pour eux, c'est la haine, la haine que l'opprimeur éprouve pour celui qu'il opprime et dont il redoute les terribles révoltes. Vis-à-vis d'eux-mêmes, enfin, ils sont devenus excessivement présomptueux, ils sont infatués d'eux-mêmes, ce qui ne les rend pas du tout plus aimables, et s'imaginent être et pouvoir quelque chose sous le joug unitaire - et *révolutionnaire* (ajouterait sans doute M. Engels) - de leur empereur pangermanique.

Ce que M. de Bismarck a fait pour le monde politique et bourgeois, M. Marx, prétend le faire aujourd'hui pour le monde socialiste, au sein du prolétariat de l'Europe: remplacer l'initiative française par l'initiative et la domination allemandes; et comme, selon lui et ses disciples, il n'y a pas de pensée allemande plus avancée que la sienne, il a cru le moment venu de la faire triompher théoriquement et pratiquement dans l'Internationale. Tel a été l'objet principal, unique de la Conférence qu'il avait réunie, en septembre 1871, à Londres.

Cette pensée marxienne est explicitement développée dans le fameux Manifeste des communistes allemands rédigé et publié en 1848 par MM. Marx et Engels. C'est la théorie de l'émancipation du prolétariat et de l'organisation du travail par l'État. Il paraît qu'au Congrès de La Haye, M. Engels, effrayé de l'impression détestable qu'avait produite la lecture de quelques passages de ce Manifeste, s'est empressé de déclarer que c'était là un document vieilli, une théorie abandonnée par eux-mêmes. S'il a dit cela, il a manqué de sincérité; car à la veille même de ce Congrès, les marxistes se sont efforcés de répandre ce document dans tous les pays. D'ailleurs, il se trouve littéralement reproduit, avec tous ses traits principaux, dans le programme du Parti démocratique socialiste des ouvriers allemands. Le point principal, qui se retrouve également dans le manifeste rédigé par M. Marx en 1864 au nom du

¹⁶ *Volksstaat*, 11 septembre 1870; lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870 *Les Français ont besoin d'être rossés. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir de l'État sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. La prépondérance allemande, en outre, transporterait le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne [...]* (Note de F. M., d'après Lehning).

Conseil général provisoire, et qui a été éliminé du programme de l'Internationale par le Congrès de Genève, c'est la CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE.

On comprend que des hommes aussi indispensables que MM. Marx et Engels soient les partisans d'un programme qui, en conservant et en préconisant le pouvoir politique, ouvre la porte à toutes les ambitions. Puisqu'il y aura un pouvoir politique, il y aura nécessairement des sujets, travestis républicainement en citoyens, il est vrai, mais qui n'en seront pas [moins] des sujets, et qui comme tels seront forcés d'obéir, parce que sans obéissance il n'y a point de pouvoir possible. On m'objectera qu'ils n'obéiront pas à des hommes, mais à des lois qu'ils auront faites eux-mêmes. À cela je répondrai que tout le monde sait comment, dans les pays les plus démocratiques, les plus libres, mais politiquement gouvernés, le peuple fait les lois, et ce que signifie son obéissance à ces lois. Quiconque n'a pas le parti pris de prendre des fictions pour des réalités devra bien reconnaître que, même dans ces pays, le peuple obéit non à des lois qu'il fait réellement lui-même, mais [à des lois] qu'on fait en son nom, et qu'obéir à ces lois n'a jamais d'autre sens pour lui que de se soumettre à l'arbitraire d'une minorité tutélaire et gouvernante quelconque, ou, ce qui veut dire la même chose, d'être librement esclave.

Il est dans ce programme une autre expression qui nous est profondément antipathique, à nous anarchistes révolutionnaires qui voulons franchement la complète émancipation populaire: c'est le prolétariat, le monde des travailleurs présenté comme classe, non comme masse. Savez-vous ce que cela signifie? Ni plus ni moins qu'une aristocratie nouvelle, celle des ouvriers des fabriques et des villes, à l'exclusion des millions qui constituent le prolétariat des campagnes et qui, dans les prévisions de Messieurs les démocrates socialistes de l'Allemagne, deviendront proprement les sujets dans leur grand État soi-disant populaire. *Classe, pouvoir, État* sont trois termes inséparables, dont chacun suppose nécessairement les deux autres, et qui tous ensemble se résument définitivement par ces mots: *l'assujettissement politique et l'exploitation économique des masses*.

Les marxistes pensent qu'aussi bien que dans le siècle passé la classe bourgeoise avait détrôné la classe nobiliaire pour prendre sa place et pour l'absorber lentement dans son corps, en partageant avec elle la domination et l'exploitation des travailleurs tant des villes que des campagnes, le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire, sauf à ce dernier de se révolter et de démolir toutes les classes, toutes les dominations, tous les pouvoirs, et en un mot tous les États, plus tard.

Aussi ne repoussent-ils pas d'une manière absolue notre programme. Ils nous reprochent seulement de vouloir hâter, devancer la marche lente de l'histoire, et de méconnaître la loi positive des évolutions successives. Ayant eu le courage tout allemand de proclamer, dans leurs ouvrages consacrés à l'analyse philosophique du passé, que la défaite sanglante des paysans révoltés de l'Allemagne et le triomphe des États despotiques au seizième siècle avait constitué un grand progrès révolutionnaire, ils ont aujourd'hui celui de se contenter de l'établissement d'un nouveau despotisme au profit soi-disant des ouvriers des villes et au détriment des travailleurs des campagnes.

C'est toujours le même tempérament allemand et la même logique qui les conduisent directement, fatalement, dans ce que nous appelons le socialisme bourgeois, et à la conclusion d'un pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité intelligente, respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat non seulement des campagnes, mais des villes.

Tel est le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des États existants, et celui de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Car même au point de vue du prolétariat des villes seulement, au profit exclusif duquel on veut s'emparer du pouvoir politique, n'est-il pas clair que la nature populaire de ce pouvoir ne sera jamais qu'une fiction? Il sera évidemment impossible que quelques centaines ou même quelques dizaines de milliers, que dis-je, quelques milliers d'hommes seulement, puissent effectivement exercer ce pouvoir. Ils devront nécessairement l'exercer par procuration, c'est-à-dire le confier à un groupe d'hommes élus par eux-mêmes pour les représenter et pour les gouverner, ce qui les fera retomber sans faute dans tous les mensonges et dans toutes les servitudes du régime représentatif ou bourgeois. Après un court moment de liberté ou d'orgie révolutionnaire, citoyens d'un État nouveau, ils se réveilleront esclaves, jouets et victimes de nouveaux ambitieux.

On peut concevoir comment et pourquoi des politiciens habiles s'attachent avec une grande passion à un programme qui ouvre à leur ambition un horizon si large; mais que des ouvriers sérieux, qui portent dans leur cœur comme une flamme vivante le sentiment de solidarité avec leurs compagnons d'esclavage et de misère dans le monde entier, et qui veulent s'émanciper non au détriment de tous, mais par l'émancipation de tous, pour être libres eux-mêmes avec tous et non pour devenir des tyrans à leur tour; que des travailleurs de bonne foi puissent s'éprendre d'un tel programme, voilà ce qu'il est beaucoup plus difficile à comprendre.

[Lacunes de l'analyse socio-historique de Marx]

Aussi ai-je la ferme confiance que sous peu d'années les ouvriers de l'Allemagne eux-mêmes, reconnaissant les conséquences fatales d'une théorie qui ne peut favoriser que l'ambition de leurs chefs bourgeois, ou bien de quelques rares ouvriers qui cherchent à monter sur leurs épaules pour devenir des bourgeois dominateurs et exploités à leur tour, la repousseront avec dédain et colère, et qu'ils embrasseront avec autant de passion que le font aujourd'hui les ouvriers des grands pays méridionaux, la France, l'Espagne, l'Italie, aussi bien que les ouvriers hollandais et belges, le vrai programme de l'émancipation ouvrière, celui de la destruction des États.

En attendant, nous reconnaissons parfaitement leur droit de marcher dans la voie qui leur paraît la meilleure, pourvu qu'ils nous laissent la même liberté. Nous reconnaissons même qu'il est fort possible que par toute leur histoire, leur nature particulière, l'état de leur civilisation et toute leur situation actuelle, ils soient forcés de marcher dans cette voie. Que les travailleurs allemands, américains et anglais s'efforcent donc de conquérir le pouvoir politique, puisque cela leur plaît. Mais qu'ils permettent aux travailleurs des autres pays de marcher avec la même énergie à la destruction de tous les pouvoirs politiques. La liberté pour tous et le respect mutuel de cette liberté, ai-je dit, telles sont les conditions essentielles de la solidarité internationale.

Mais M. Marx ne veut évidemment pas de cette solidarité, puisqu'il refuse de reconnaître cette liberté. Pour appuyer ce refus, il a une théorie toute spéciale qui n'est, d'ailleurs, qu'une conséquence logique de tout son système. L'état politique de chaque pays, dit-il, est toujours le produit et l'expression fidèle de sa situation économique; pour changer le premier, il faut seulement transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques, selon M. Marx, est là. Il ne tient aucun compte des autres éléments de l'histoire, tels que la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit: « La misère produit l'esclavage politique, l'État; mais il ne permet [pas] de retourner cette phrase et de dire: «L'esclavage politique, l'État, reproduit à son tour et maintient la misère, comme une condition de son existence; de sorte que, pour détruire la

misère, il faut détruire l'État.» Et, chose étrange, lui qui interdit à ses adversaires de s'en prendre à l'esclavage politique, à l'État, comme à une cause *actuelle* de la misère, il commande à ses amis et à ses disciples du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne de considérer la conquête du pouvoir et des libertés politiques comme la condition préalable, absolument nécessaire, de l'émancipation économique.

M. Marx méconnaît également tout à fait un élément fort important dans le développement historique de l'humanité: c'est le tempérament et le caractère particuliers de chaque race¹⁷ et de chaque peuple, tempérament et caractère qui sont naturellement eux-mêmes les produits d'une multitude de causes ethnographiques, climatologiques et économiques, aussi bien qu'historiques, mais qui, une fois donnés, exercent, même en dehors et indépendamment des conditions économiques de chaque pays, une influence considérable sur ses destinées, et même sur le développement de ses forces économiques. Parmi ces éléments et ces traits pour ainsi dire naturels, il en est un dont l'action est tout à fait décisive dans l'histoire particulière de chaque peuple: c'est l'intensité de l'instinct de révolte, et par là même de liberté, dont il est doué ou qu'il a conservé. Cet instinct est un fait tout à fait primordial, animal; on le retrouve à différents degrés dans chaque être vivant, et l'énergie, la puissance vitale de chacun se mesure à son intensité. Dans l'homme, à côté des besoins économiques qui le poussent, il devient l'agent le plus puissant de toutes les émancipations humaines. Et comme c'est une affaire de tempérament, non de culture intellectuelle et morale, quoiqu'il sollicite ordinairement l'une et l'autre, il arrive quelquefois que des peuples civilisés ne le possèdent qu'à un faible degré, soit qu'il se soit épuisé dans leurs développements antérieurs, soit que la nature même de leur civilisation les ait dépravés, soit enfin que, dès le début de leur histoire, ils en aient été moins doués que les autres.

Dans un écrit précédent¹⁸, j'ai essayé de prouver que la nation allemande se trouve précisément dans ce cas. Elle possède beaucoup d'autres qualités solides, qui en font une nation tout à fait respectable: elle est laborieuse, économe, raisonnable, studieuse, réfléchie, savante, grande raisonneuse et amoureuse de la discipline hiérarchique en même temps, et douée d'une force d'expansion considérable; les Allemands, peu attachés à leur propre pays, vont chercher leurs moyens d'existence partout, et, comme je l'ai déjà observé, ils adoptent facilement, sinon toujours heureusement, les mœurs et coutumes des pays étrangers qu'ils habitent. Mais à côté de tant d'avantages incontestables, il leur en manque un, l'amour de la liberté, l'instinct de la révolte. Ils sont le peuple le plus résigné et le plus obéissant du monde. Avec cela ils ont un autre grand défaut, c'est l'esprit d'accaparement, d'absorption systématique et lente et de domination, ce qui fait d'eux, en ce moment surtout, la nation la plus dangereuse pour la liberté du monde.

Telle a été dans tout son passé, telle est encore aujourd'hui l'Allemagne nobiliaire et bourgeoise. Le prolétariat allemand, victime séculaire de l'une et de l'autre, peut-il être rendu solidaire de l'esprit de conquête qui se manifeste aujourd'hui dans les régions supérieures de cette nation? De fait, sans doute non. Car un peuple conquérant est nécessairement un peuple esclave, et l'esclave, c'est toujours lui. La conquête est donc complètement opposée à son intérêt et à sa liberté. Mais il en [est] solidaire dans son imagination, et il en restera solidaire tant qu'il n'aura pas compris que cet État pangermanique, républicain et soi-disant populaire, qu'on lui promet dans un avenir plus ou moins prochain ne serait autre chose, s'il pouvait se réaliser jamais, qu'une forme nouvelle d'un très dur esclavage pour lui-même.

¹⁷ Race, dans sens du XIX siècle, *un Groupe d'individus qui se distingue d'autres groupes par un ensemble de caractères biologiques et psychologiques dont on attribue la constance, non pas à l'action du milieu, mais à une lointaine hérédité. [...] se dit aussi d'une Classe d'hommes exerçant la même profession [...] Littré (Note de F. M.)*

¹⁸ *L'Empire Knouto-germanique.*

Jusqu'à présent au moins, il ne semble pas l'avoir compris, et aucun de ses chefs, aucun de ses orateurs, ni aucun de ses publicistes ne s'est donné encore la peine de le lui expliquer. Tous s'efforcent de l'entraîner au contraire dans une voie où il ne pourra trouver que l'animadversion du monde et son propre asservissement; et tant qu'obéissant à leur direction, il poursuivra cette affreuse illusion de l'État populaire, certes, il n'aura pas l'initiative de la révolution sociale. Cette révolution lui viendra d'autre part, probablement du Midi, et alors, cédant à la contagion universelle, il déchaînera ses passions populaires et renversera d'un seul coup la domination de ses tyrans et de ses soi-disant émancipateurs.

Le raisonnement de M. Marx aboutit à des résultats absolument opposés. Ne prenant en considération que la seule question économique, il se dit que les pays les plus avancés et par conséquent les plus capables de faire une révolution sociale sont ceux dans lesquels la production capitaliste moderne a atteint le plus haut degré de son développement. Ce sont eux qui, à l'exclusion de tous les autres, sont les pays civilisés, les seuls appelés à initier et à diriger cette révolution. Cette révolution consistera dans l'expropriation soit successive, soit violente des propriétaires et des capitalistes actuels, et dans l'appropriation de toutes les terres et de tout le capital par l'État, qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très étendu, très puissant et très fortement concentré. L'État administrera et dirigera la culture de la terre au moyen de ses ingénieurs appointés et commandant à des armées de travailleurs ruraux, organisés et disciplinés pour cette culture. En même temps, sur la ruine de toutes les banques existantes, il établira une banque unique, commanditaire de tout le travail et de tout le commerce national¹⁹.

On conçoit qu'au premier abord, un plan d'organisation si simple, en apparence au moins, puisse séduire l'imagination d'ouvriers plus avides de justice et d'égalité que de liberté, et qui s'imaginent follement que l'une et l'autre peuvent exister sans liberté, comme si, pour conquérir et pour consolider la justice et l'égalité, l'on pouvait se reposer sur autrui et sur des gouvernants surtout, quelque élus et contrôlés qu'ils se disent par le peuple! En réalité, ce serait pour le prolétariat un régime de caserne, où la masse uniformisée des travailleurs et des travailleuses s'éveillerait, s'endormirait, travaillerait et vivrait *au tambour*; pour les habiles et les savants, un privilège de gouvernement; et pour les juifs, alléchés par l'immensité des spéculations internationales des banques nationales, un vaste champ de tripotage lucratif.

À l'intérieur ce sera l'esclavage, à l'extérieur la guerre sans trêve, à moins que tous les peuples des races «inférieures», latine et slave, l'une fatiguée de la civilisation bourgeoise, l'autre l'ignorant à peu près et la dédaignant par instinct, ne se résignent à subir le joug d'une nation essentiellement bourgeoise et d'un État d'autant plus despotique qu'il s'appellera l'État populaire.

La révolution sociale, telle que se la représentent, la désirent et l'espèrent les travailleurs latins et slaves, est infiniment plus large que celle que leur promet le programme allemand ou marxien. Il ne s'agit point pour eux de l'émancipation parcimonieusement mesurée, et réalisable à très longues échéances seulement, de la classe ouvrière, mais de l'émancipation complète et réelle de tout le prolétariat, non seulement de quelques pays, mais de toutes les nations, civilisées et non civilisées, la civilisation nouvelle, franchement populaire, devant débiter par cet acte d'émancipation universelle. Et le premier mot de cette émancipation ne peut être que la *liberté*, non cette liberté politique, bourgeoise, tant préconisée et recommandée comme un objet de conquête préalable par M. Marx et ses adhérents, mais la *grande liberté humaine* qui, détruisant toutes les chaînes dogmatiques,

¹⁹ On sait que Karl Marx, dans sa lettre à Vera Zassoulitch, demeurée à l'état de manuscrit, 1881, accepte vaguement l'hypothèse du passage du collectivisme traditionnel russe –mir– au socialisme, sans passer par le stade du capitalisme bourgeois (http://www.collectif-smolny.org/article.php?id_article=477). (Note de F. M.).

métaphysiques, politiques et juridiques dont tout le monde se trouve aujourd'hui accablé, rendra à tout le monde, collectivités aussi bien qu'individus, la pleine autonomie de leurs mouvements et de leur développement, délivrés une fois pour toutes de tous les inspecteurs, directeurs et tuteurs.

Le second mot de cette émancipation, c'est la *solidarité*; non la solidarité marxienne, organisée de haut en bas par un gouvernement quelconque et imposée soit par ruse, soit par force, aux masses populaires; non cette solidarité de tous qui est la négation de la liberté de chacun, et qui par là même devient un mensonge, une fiction, ayant pour doublure réelle l'esclavage; mais la solidarité qui est au contraire la confirmation et la réalisation de toute liberté, prenant sa source non dans une loi politique quelconque, mais dans la propre nature collective de l'homme, en vertu de laquelle aucun homme n'est libre si tous les hommes qui l'entourent et qui exercent la moindre influence soit directe, soit indirecte sur sa vie, ne le sont également. Cette vérité se trouve magnifiquement exprimée dans les *Droits de l'homme*, rédigés par Robespierre, qui proclament que *l'esclavage du dernier des hommes est l'esclavage de tous*²⁰.

La solidarité que nous demandons, loin de devoir être le résultat d'une organisation artificielle ou autoritaire quelconque, ne peut être que le produit spontané de la vie sociale, tant économique que morale; le résultat de la libre fédération des intérêts, des aspirations et des tendances communes. Elle a pour bases essentielles l'*égalité*, le *travail collectif*, devenant obligatoires pour chacun non par la force des lois, mais par la force des choses, et la *propriété collective*; pour lumière dirigeante l'*expérience*, c'est-à-dire la pratique de la vie collective, et la *science*; et pour but final la *constitution de l'humanité*, par conséquent la ruine de tous les États.

Voilà l'idéal non divin ni métaphysique, mais humain et *pratique*²¹ qui correspond seul aux aspirations modernes des peuples latins et slaves. Ils veulent toute la liberté, toute la solidarité, toute l'égalité; en un mot, ils ne veulent que l'humanité, et ils ne contenteront pas, même à titre provisoire et transitoire, de moins que cela. Les marxistes taxeront leurs aspirations de folie; il y a déjà longtemps qu'on l'a fait; cela ne les a point détournés de leur but, et ils n'échangeront jamais la magnificence de ce but contre les pauvretés toutes bourgeoises du socialisme marxien.

²⁰ *Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé.* Article 34, déclaration des Droits de l'homme et du citoyen (Notes de F. M. d'après Lehning).

²¹ *Pratique dans ce sens, que sa réalisation sera beaucoup moins difficile que celle de l'idée marxienne, qui, à côté de la pauvreté de son but, présente encore ce grave inconvénient d'être absolument impraticable. Ce ne sera pas la première fois que des hommes habiles, raisonnables, préconisateurs de choses pratiques et possibles, seront reconnus pour des utopistes, et que ceux qu'on appelle utopistes, aujourd'hui, seront reconnus pour des hommes pratiques le lendemain. L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur; toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité. L'exemple de Mazzini qui, malgré sa rigidité républicaine, a passé toute sa vie en transactions avec la monarchie, et qui, avec tout son génie, a fini toujours par en être la dupe, cet exemple ne doit pas être perdu pour nous. Quant à moi, je n'hésite pas à dire que toutes les coquetteries marxistes avec le radicalisme, soit réformiste, soit révolutionnaire, des bourgeois, ne peuvent avoir d'autres résultats que la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante du prolétariat, et par conséquent une consolidation nouvelle de la puissance établie des bourgeois.* Note de Bakounine.

L'insurrection communaliste de Paris a inauguré la révolution sociale. Ce qui constitue l'importance de cette révolution, ce n'est pas proprement les bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire, ce sont les idées qu'elle a remuées, la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et sur le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays, mais surtout en Italie, où le réveil populaire date de cette insurrection, dont le trait principal est la révolte de la Commune et des associations ouvrières contre l'État. Par cette insurrection la France est remontée d'un seul coup à son rang, et la capitale de la révolution mondiale, Paris, a repris sa glorieuse initiative à la barbe et sous le canon des Allemands bismarckianisés.

L'effet en fut si formidable partout, que les marxistes eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent plus: à l'envers de la plus simple logique de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs²². Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante.

Aussi faut-il admirer le courage autant que l'habileté de M. Marx qui, deux mois plus tard, eut l'audace de convoquer une Conférence de l'Internationale à Londres pour lui présenter son pauvre programme. Cette audace s'explique d'ailleurs par deux faits. D'abord, le Paris populaire était décimé, et toute la France révolutionnaire, à très peu d'exceptions près, était momentanément réduite au silence. Et ensuite, la grande majorité des Français qui étaient venus la représenter à Londres étaient des blanquistes, et je crois avoir clairement exposé les causes qui poussèrent les blanquistes à rechercher l'alliance de M. Marx, lequel, loin de rencontrer des adversaires dans ces représentants autoritaires de la Commune de Paris à Londres, trouva en eux en ce moment un fort appui.

On sait du reste comment cette Conférence fut bâclée; elle fut composée des intimes de M. Marx, triés par lui-même avec soin, plus quelques dupes. La Conférence vota tout ce qu'il crut bon de lui proposer, et le programme marxien, transformé en vérité officielle, se trouva imposé comme principe obligatoire à toute l'Internationale.

Mais du moment qu'il y avait une vérité officielle dans l'Internationale, pour la maintenir il fallait un gouvernement. Ce fut la seconde proposition de M. Marx; elle fut votée comme la première. Désormais l'Internationale se trouvait enchaînée à la pensée et à la volonté du dictateur allemand. On lui donna le droit de censure sur tous les journaux et sur toutes les sections de l'Internationale. On reconnut l'urgence d'une correspondance secrète entre le Conseil général et tous les conseils régionaux; on lui accorda, en outre, le droit d'envoyer des agents secrets dans tous les pays, afin d'y intriguer en sa faveur et d'y porter la désorganisation pour le plus grand honneur de M. Marx; on l'investit en un mot d'un pouvoir secret complet.

Pour s'en assurer la tranquille jouissance, M. Marx crut devoir prendre encore une autre mesure. Il lui fallait à tout prix perdre dans l'opinion publique les adversaires de sa dictature, et il m'a fait l'honneur de m'accorder la première place dans ce nombre. Par conséquent il prit l'héroïque résolution de me démolir. Pour cela il fit venir de Genève son petit comparse et

²² Marx *La guerre civile en France, 1871* [...] *assemblées de délégués réunis en chef-lieu et ces assemblées enverraient à leur tour à la délégation nationale à Paris, des délégués révocables et liés à leurs électeurs par un mandat impératif* (d'après Lehning). Pourquoi Marx n'a-t'il pas proposé ce cadre dans l'Internationale dès 1872 ? (Note de F.M.).

compatriote ²³, M. Outine, qui, sans avoir été investi d'aucune délégation officielle²⁴, ne semble être venu à Londres que pour débiter contre moi, en pleine Conférence, toutes sortes d'infamies et d'horreurs. J'ignore encore maintenant ce qu'il a dit, mais j'en juge par le fait suivant. Le citoyen Anselmo Lorenzo Asprillo, délégué de la Fédération espagnole, à son retour en Espagne, ayant été questionné par quelques-uns de mes amis, leur écrivit cette phrase:

Si Outine a dit la vérité, Bakounine doit être un infâme; s'il a menti, Outine est un infâme calomniateur ²⁵.

Et remarquez que tout cela s'est passé complètement à mon insu et que je n'ai eu connaissance de ce fait que par cette réponse de M. Lorenzo Asprillo, qui ne m'a été rapportée qu'au mois d'avril ou de mai.

Une circulaire du Conseil général ²⁶, transformé de cette manière en gouvernement officiel, apprit enfin à l'Internationale stupéfiée le coup d'État qu'elle venait de subir.

Je pense que M. Marx, infatué de son triomphe par trop facile pour être solide et du pouvoir dictatorial dont on l'avait investi, avait poussé l'aveuglement jusqu'à ne point se douter du terrible orage que son coup d'État devait soulever dans les régions indépendantes de l'Internationale. L'honneur de la première révolte appartient à la Fédération du Jura ²⁷.

²³ Allusion vulgaire de Bakounine à la judaïté des deux personnes (Note de F. M.).

²⁴ Bakounine se trompe. Outine avait un mandat de la section allemande de Genève.

²⁵ *Si ce que Marx a dit de Bakounine est certain, c'est un infâme [individu], dans le cas contraire, c'est lui; il n'y a pas de moyen terme: vu la gravité des attaques et des accusations que j'ai entendues. Telle est la phrase originale, dans *El Proletariado militante, o. c.*, p. 203.*

²⁶ Le compte-rendu du congrès de La Haye (Note de F. M. d'après Lehning).

²⁷ Fin du manuscrit.